N° 429112
M. S... C...

4^{ème} chambre jugeant seule
Séance du 12 novembre 2020
Lecture du 2 décembre 2020

M. Raphaël Chambon, rapporteur public
CONCLUSIONS

M. C..., médecin gynécologue-obstétricien exerçant à titre libéral au sein de la polyclinique le Languedoc à Narbonne, vous demande l'annulation de la décision par laquelle le Conseil national de l'ordre des médecins, statuant en formation restreinte, a fait usage des pouvoirs qu'il tient de l'article R. 4124-3-5 du code de la santé publique en cas d'insuffisance professionnelle rendant dangereux l'exercice de la profession pour prononcer à son encontre une suspension pour une durée d'un an du droit d'exercer tout acte chirurgical, tout acte obstétrical et tout acte d'échographie. Le CNOM a subordonné la reprise de cette activité à la justification, dans les conditions prévues à l'article R. 4124-3-6 du code de la santé publique, du respect d'obligations de formations.

Signalons que vous avez rejeté sa demande de suspension de l'exécution de cette décision par une ordonnance du 19 avril 2019 (n° 429111) en estimant qu'aucun des moyens soulevés n'était propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à sa légalité.

Le requérant reproche en premier lieu à la décision qu'il attaque de s'être fondée sur une expertise qu'il estime irrégulière dès lors que les trois experts nommés sur le fondement du II de l'article R. 4124-3-5 l'auraient indûment interrogé sur les plaintes et doléances émises par cinq de ses patientes. Aux termes du IV du même article, « *les experts procèdent ensemble, sauf impossibilité manifeste, à l'examen des connaissances théoriques et pratiques du praticien* » et rien n'empêchait les experts, qui ont bien précisé que leur objectif était d'examiner les conduites à tenir qui ont été proposées par M. C... à ces patientes et non de revenir sur les conciliations ou les jugements afférents à leurs plaintes et qui ont par ailleurs aussi procédé à une évaluation de ses connaissances en lui posant de nombreuses questions sans lien avec ces cinq situations particulières, d'interroger le praticien sur des cas pratiques auxquels il avait été réellement confronté pour contribuer à l'appréciation de ses connaissances.

M. C... reproche en deuxième lieu à la décision de suspension temporaire d'exercice une erreur de droit en ce qu'elle serait en partie fondée sur son insuffisante maîtrise de la langue française, motif qui serait selon lui inopérant pour caractériser une insuffisance professionnelle au sens des dispositions de l'article R. 4124-3-5 du code de la santé publique. Le moyen nous paraît infondé. Selon l'article R. 4127-35 du code de santé publique, « *le médecin doit à la personne qu'il examine, qu'il soigne ou qu'il conseille une information loyale, claire et appropriée sur son état, les investigations et les soins qu'il lui propose. Tout*

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

au long de la maladie, il tient compte de la personnalité du patient dans ses explications et veille à leur compréhension ». Il nous semble évident qu'eu égard à l'importance pour un médecin d'être en mesure de délivrer des informations claires et aisément compréhensibles par les patients et par le personnel médical, le défaut de maîtrise de la langue française peut rendre dangereux l'exercice de la profession, surtout en matière de gynécologie-obstétrique.

M. C... soutient en troisième que la décision du CNOM est entachée d'erreur d'appréciation. Vous exercez en effet un entier contrôle sur le principe de la suspension prononcée comme sur la durée de la suspension prononcée et sur les obligations de formation définies par la décision (4/5 CHR, 7 juin 2017, B..., n° 403567, aux Tables). M. C... soutient qu'il dispose de l'ensemble des connaissances théoriques et pratiques requises pour l'exercice de sa profession et que l'approximation des réponses qu'il a données aux experts résultait seulement d'une maîtrise imparfaite du français et non d'une maîtrise imparfaite de son art médical.

L'argumentation de M. C... ne convainc pas. Le rapport des experts, très détaillé, concluait clairement que les connaissances de l'intéressé étaient insuffisantes, pointant notamment une absence de conduite à tenir cohérente clairement expliquée sur plusieurs points de pratique quotidienne dont le défaut de maîtrise peut conduire à des conséquences potentiellement graves pour la patiente ainsi qu'une absence d'examen critique de ses pratiques, l'intéressé n'étant pas inscrit à des sociétés savantes, ne participant pas aux programmes nationaux de qualité et ne faisant jamais référence aux recommandations de bonne pratique clinique. L'absence ou l'imprécision des réponses de M. C... aux questions posées par les experts ne sont pas seulement justifiées par les difficultés de l'intéressé dans la maîtrise de la langue française, dont les experts ont expressément déclaré ne pas avoir tenu compte pour formuler leur constat d'insuffisance professionnelle. La décision du CNOM, bien motivée, ne nous semble aucunement entachée d'erreur d'appréciation.

M. C... critique plus particulièrement la durée de la suspension, qu'il estime excessive au regard des obligations de formation mises à sa charge, dont il affirme pouvoir s'acquitter plus rapidement.

Il est vrai qu'en matière d'insuffisance professionnelle, la durée est supposée être celle nécessitée par la remise à niveau et le suivi de formations permettant d'y mettre fin. Il s'agit en effet d'une mesure de police soumise à l'exigence de nécessité et non d'une sanction. Mais le requérant n'établit nullement que le programme de formations, pratiques et théoriques, qui lui est imposé et se révèle très dense (un stage pratique en service qualifiant en CHU pour le diplôme d'études spécialisées de gynécologie obstétrique, un DIU – diplôme interuniversitaire – d'échographie gynécologie et obstétricale ; trois DPC – développement professionnel continu – portant sur les Recommandations de Pratique Clinique) pourra être véritablement effectué en moins d'un an. Par ailleurs, le CNOM cite deux exemples dans lequel le diplôme interuniversitaire d'échographie gynécologie et obstétricale dure un an. En tout état de cause, la durée de la suspension tient compte de la possibilité laissée à l'intéressé de continuer à exercer une partie de son activité, ce qui ne permet pas de se consacrer à plein temps au suivi des formations requises.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

M. C... soutient enfin que le CNOM aurait entaché sa décision d'erreur de droit en lui interdisant l'exercice d'actes d'échographie sans relever aucune insuffisance professionnelle à son encontre sur ce point. Mais ainsi que le fait valoir le CNOM en défense, la décision attaquée cite le passage du rapport d'expertise indiquant que l'exercice médical du docteur C... devrait se limiter aux aspects médicaux de la discipline et que la pratique d'actes tels que les échographies morphologiques fœtales ne devait être poursuivie que dans la mesure où les exigences des programmes de qualité seraient remplies. En réplique, M. C... souligne certes, pour invoquer une erreur d'appréciation sur ce point, que les échographies morphologiques fœtales désignent ce qu'on appelle dans le langage courant les seules échographies du deuxième trimestre et non les autres échographies fœtales et les autres échographies non liées à une grossesse. Mais la mention des échographies morphologiques fœtales dans le rapport des experts nous semble avoir été faite à titre d'illustration d'une insuffisance plus générale et la décision ne nous paraît être exposée à la censure pour ce motif.

PCMNC au rejet de la requête.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.